

Une fois de plus, l'économie mondiale est menacée de déstabilisation, cette fois-ci par le déclenchement, fin février 2026, d'une guerre au Moyen-Orient. Au cours de l'année écoulée, des vents contraires générés par l'augmentation des obstacles au commerce et par la forte incertitude ont été compensés par des vents favorables résultant des investissements liés aux technologies, des conditions financières accommodantes, telles que la dépréciation du dollar, ainsi que du soutien budgétaire et monétaire. Le conflit au Moyen-Orient, par ses répercussions sur les marchés des produits de base, les anticipations d'inflation et les conditions financières, vient fortement contrarier ces vents favorables.

Il est difficile d'étayer en temps réel un ensemble cohérent d'hypothèses pour établir des projections. C'est pourquoi cette édition des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) présente des « prévisions de référence » (à la place du scénario de référence habituel) fondées sur l'hypothèse que la guerre sera de durée, d'intensité et d'ampleur limitées — de sorte que ses perturbations s'estomperont d'ici mi-2026 —, et calculées à partir des cours des contrats à terme sur marchandises au 10 mars. Toutefois, compte tenu de l'évolution constante de la situation, les prévisions de référence mondiales sont complétées dans ce rapport par des scénarios de prolongation ou d'extension du conflit. La probabilité de voir ces scénarios se concrétiser augmente progressivement à mesure que les hostilités et les perturbations qui en découlent se poursuivent.

Selon les prévisions de référence, la croissance mondiale devrait s'établir à 3,1 % en 2026 et à 3,2 % en 2027, ce qui est inférieur à son rythme récent, qui était d'environ 3,4 % en 2024–25, avant de se stabiliser à un niveau similaire à moyen terme, soit un taux en deçà de la moyenne historique (2000–19) de 3,7 %. Les prévisions pour 2026 sont abaissées de 0,2 point de pourcentage, et celles pour 2027, inchangées, par rapport aux prévisions présentées dans la *Mise à jour des PEM* publiée en janvier 2026. L'inflation globale mondiale devrait monter à 4,4 % en 2026, puis redescendre à 3,7 % en 2027, ce qui représente une révision à la hausse pour ces deux années.

Si la guerre n'avait pas eu lieu, la croissance mondiale aurait été revue à la hausse. En effet, des prévisions fondées sur des hypothèses antérieures au conflit auraient indiqué une légère révision à la hausse de la croissance

pour 2026, de 0,1 point de pourcentage par rapport aux projections de la *Mise à jour des PEM* de janvier, pour atteindre 3,4 %. Ainsi, la révision à la baisse pour 2026 tient largement aux perturbations provoquées par le conflit au Moyen-Orient, qui sont en partie compensées par l'effet de report de données récentes très favorables et par la diminution des taux de droits de douane.

Il est important de noter que les prévisions de référence dessinent de fortes disparités entre les pays. Si les révisions de la croissance et de l'inflation apparaissent relativement modérées à l'échelle mondiale, elles sont bien plus prononcées dans la région touchée par le conflit et dans d'autres pays particulièrement vulnérables, notamment dans les pays émergents et les pays en développement importateurs de produits de base et présentant déjà des fragilités. Par rapport à la *Mise à jour des PEM* de janvier, la révision à la baisse des prévisions de croissance pour les pays émergents et les pays en développement s'élève à 0,3 point de pourcentage pour 2026, tandis que les estimations pour les pays avancés restent globalement inchangées.

Dans un scénario défavorable caractérisé par des hausses plus fortes et plus durables des prix de l'énergie, la croissance mondiale ralentirait davantage pour atteindre 2,5 % en 2026 et l'inflation accélérerait à 5,4 %. Dans un scénario plus grave, où les infrastructures énergétiques de la région touchée par le conflit subiraient davantage de dégâts, les répercussions seraient encore plus considérables : la croissance mondiale serait ramenée à seulement 2 % environ en 2026, tandis que l'inflation globale se placerait juste au-dessus des 6 % d'ici 2027. Les conséquences sur les pays émergents et les pays en développement seraient près de deux fois plus importantes que sur les pays avancés.

Les risques de dégradation prédominent, même maintenant que le risque souligné à maintes reprises dans les éditions précédentes des PEM, à savoir l'escalade des tensions géopolitiques, s'est concrétisé. Les tensions géopolitiques pourraient encore s'exacerber et déclencher la plus grave crise énergétique de l'ère moderne. Des tensions politiques intérieures pourraient apparaître. L'enchevêtrement de facteurs de facteurs de tensions politiques aux virages pris par les mesures commerciales et d'autres politiques internationales risque de brouiller

davantage les cartes. Indépendamment de l'évolution de la situation géopolitique, des différends commerciaux pourraient éclater. Comme le souligne le Dossier spécial sur les produits de base, la place cruciale qu'occupent les éléments de terres rares dans les chaînes d'approvisionnement mondiales suscite tout particulièrement des frictions. Une réévaluation des attentes de bénéfices générés par l'intelligence artificielle (IA) ou une révision à la baisse des marges de profit réalisables dans un contexte d'intensification de la concurrence, même en cas de gains de productivité, pourrait faire reculer l'investissement et provoquer une correction brutale des marchés financiers. Un creusement du déficit budgétaire et une augmentation de la dette publique, alors que les réserves budgétaires sont déjà réduites, pourraient exercer une pression sur les taux d'intérêt à long terme et, par ricochet, sur les conditions financières générales. Une érosion des institutions, notamment de l'indépendance des banques centrales et de la crédibilité de la politique monétaire, pourrait faire grimper les anticipations d'inflation, particulièrement à un moment où l'inflation globale augmente sous l'effet d'un choc sur les prix des produits et des services de premier plan. Du côté positif, l'activité pourrait profiter davantage des investissements liés à l'IA dans un élan qui pourrait, à terme, se transformer en croissance viable si une adoption plus rapide qu'attendu de l'IA entraînait de forts gains de productivité et améliorerait le dynamisme des entreprises. L'activité pourrait aussi bénéficier d'un nouveau souffle apporté par des réformes structurelles et un apaisement durable des tensions commerciales.

Pour s'adapter à un contexte économique et géopolitique en profonde mutation, il est nécessaire de déployer des mesures permettant de faire face à différents scénarios à l'échelle mondiale. Dans le chapitre 2, il est expliqué que l'augmentation des dépenses consacrées à la défense, motivée par la montée des tensions géopolitiques, pourrait stimuler l'activité économique à court terme, mais aussi engendrer des pressions inflationnistes, fragiliser la viabilité budgétaire et extérieure, et risquer d'évincer les dépenses sociales, ce qui pourrait attiser le mécontentement et provoquer des troubles sociaux. Comme le montre le chapitre 3, lorsqu'un conflit éclate, des arbitrages macroéconomiques difficiles et des séquelles s'ensuivent, qui perdurent bien au-delà du choc immédiat lié à la guerre.

Un ensemble complet de mesures combinerait celles que les pays devraient prendre de leur propre initiative et celles qu'ils devraient mettre en œuvre de manière concertée et pragmatique afin de renforcer leur résilience et de favoriser leur agilité et leur capacité d'adaptation. La priorité absolue est de préserver la stabilité des prix et

la stabilité financière, de garantir la viabilité des finances publiques et de mettre en œuvre rapidement des réformes structurelles. Les banques centrales devraient rester vigilantes et se tenir prêtes à agir de manière claire et résolue, conformément à leur mandat. Elles doivent veiller à ce que des chocs prolongés sur l'offre ne déstabilisent pas les anticipations d'inflation. Les autorités monétaires devraient se réserver la possibilité de ne pas tenir compte des chocs négatifs sur l'offre, comme celui que nous connaissons actuellement, tant que les anticipations d'inflation restent fermement ancrées et que la politique monétaire est déjà correctement calibrée. La transparence dans la communication et une forte indépendance des banques centrales sont essentielles à la crédibilité. En cas de risque imminent de fluctuations excessives ou désordonnées des taux de change, des interventions temporaires sur le marché des changes et des mesures de gestion des flux de capitaux peuvent se justifier, à condition qu'elles s'inscrivent dans le cadre d'orientations appropriées des politiques monétaire et budgétaire. Les autorités de contrôle du secteur financier devraient prendre leurs dispositions et assurer une surveillance prudentielle rigoureuse, réaliser des analyses de scénarios et maintenir des niveaux adéquats de fonds propres, de liquidités et de réserves. Lorsqu'un soutien budgétaire est jugé nécessaire pour protéger les catégories de population les plus vulnérables contre des chocs extérieurs extrêmes, ce soutien doit être ciblé, opportun, temporaire et financé par les enveloppes budgétaires existantes, en adoptant un nouvel ordre de priorité des dépenses. Si cela s'avère impossible, il convient de communiquer clairement la stratégie prévue pour rétablir l'équilibre des finances publiques. Afin de reconstituer leurs réserves en prévision de futurs chocs, les pouvoirs publics devraient, selon la situation propre à leur pays, mobiliser des recettes, redéfinir les dépenses prioritaires, optimiser l'efficacité des dépenses et gérer avec prudence les recettes exceptionnelles. La deuxième priorité consiste à remédier aux déséquilibres intérieurs, en particulier lorsque cela contribue aussi à atténuer les déséquilibres extérieurs excessifs. Les mesures, budgétaires, structurelles et industrielles, visant à éliminer les distorsions nationales peuvent à la fois réduire les déséquilibres extérieurs et stimuler la production mondiale. Les restrictions au commerce ne contribuent que dans une faible mesure à corriger les déséquilibres, mais peuvent nuire à la production. Les pays devraient plutôt opter pour la coopération et mener des actions coordonnées afin de rétablir la stabilité dans les relations économiques internationales. Ils devraient chercher à renforcer l'intégration des échanges, en s'appuyant sur des cadres d'action commerciale prévisibles, transparents et clairement communiqués.